

# ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

WT/TF/COH/S/6

26 mars 2003

(03-1732)

---

## COHÉRENCE DANS L'ÉLABORATION DES POLITIQUES ÉCONOMIQUES AU NIVEAU MONDIAL: COOPÉRATION DE L'OMC AVEC LE FMI ET LA BANQUE MONDIALE

Rapport (2002) du Directeur général<sup>1</sup>

1. Le présent rapport a été établi conformément au paragraphe 2 de la Décision du Conseil général relative aux "Accords entre l'OMC, le FMI et la Banque mondiale"<sup>2</sup> pour informer les Membres des activités qui ont été menées par l'OMC dans le cadre de ses accords de coopération avec le FMI et la Banque mondiale.

2. Le Directeur général a signalé comme étant l'une de ses priorités l'intensification des efforts de l'OMC en vue de promouvoir une meilleure cohérence dans l'élaboration des politiques économiques au niveau mondial et la coopération avec d'autres organisations intergouvernementales pour appuyer les activités entreprises par les Membres en application de la Déclaration ministérielle de Doha. Il a relevé en outre que les négociations commerciales et le programme de travail de Doha complétaient deux autres grandes initiatives prises au niveau international touchant à l'élaboration des politiques économiques au niveau mondial: le consensus de Monterrey sur le financement du développement et le Plan d'application du Sommet mondial pour le développement durable de Johannesburg. Chacune de ces deux initiatives peut apporter une contribution importante à la réalisation des objectifs de développement du Millénaire de l'ONU, et l'OMC, le FMI et la Banque mondiale ont un rôle complémentaire à jouer à cet égard.

3. La coopération entre l'OMC et le FMI et la Banque mondiale s'est étoffée depuis la Conférence ministérielle de Doha. Les négociations commerciales et le programme de travail de Doha ont amené l'OMC à s'occuper davantage des questions de développement et des liens entre la politique commerciale et la politique financière. De leur côté, le Conseil d'administration du FMI et le Conseil des administrateurs de la Banque mondiale ont accordé une plus grande place aux questions commerciales et aux négociations commerciales multilatérales dans le cadre de leurs travaux concernant le renforcement de l'architecture financière, l'initiative visant à remédier aux problèmes d'endettement des pays pauvres très endettés, et d'une manière générale la croissance économique et la réduction de la pauvreté.

A. CONSULTATIONS ENTRE LE DIRECTEUR GÉNÉRAL DE L'OMC ET LE DIRECTEUR GÉNÉRAL DU FMI ET LE PRÉSIDENT DE LA BANQUE MONDIALE

4. Le Directeur général a assisté aux réunions annuelles du FMI/de la Banque mondiale qui ont eu lieu à Washington en septembre 2002, y compris aux réunions du Comité monétaire et financier

---

<sup>1</sup> Le dernier rapport figure dans le document WT/TF/COH/S/5 du 10 octobre 2001.

<sup>2</sup> Document WT/L/194 du 18 novembre 1996.

international et du Comité du développement.<sup>3</sup> Peu après, il a eu des entretiens à Genève avec le Directeur général du FMI et le Président de la Banque mondiale auxquels il a donné un aperçu de l'état d'avancement des négociations commerciales et du Programme de travail de Doha.

5. Le Directeur général du FMI et le Président de la Banque mondiale ont appelé l'attention du Directeur général sur le fait que leurs demandes de statut d'observateur auprès du CNC et de ses organes subsidiaires étaient toujours en instance, question qui les préoccupait. Selon les accords de coopération passés entre l'OMC, le FMI et la Banque mondiale, il a été convenu que "L'OMC invitera le Fonds/la Banque mondiale à envoyer un membre de ses services en qualité d'observateur aux réunions de la Conférence ministérielle, du Conseil général, ... et de leurs organes subsidiaires (à l'exclusion du Comité du budget, des finances et de l'administration, de l'Organe de règlement des différends et des groupes spéciaux chargés du règlement des différends)".<sup>4</sup> Le Directeur général s'est engagé à tout mettre en œuvre pour résoudre ce problème.

6. Le Directeur général du FMI et le Président de la Banque mondiale ont souligné qu'il importait, à leurs yeux, que le cycle de négociations en cours conduise à une libéralisation multilatérale substantielle du commerce qui favorise la croissance économique mondiale, le développement et en particulier la réduction de la pauvreté, et qui contribue à renforcer structurellement l'économie mondiale et lui permette de mieux résister aux crises. Il ressort de travaux empiriques du FMI et de la Banque mondiale que le succès de la libéralisation multilatérale du commerce pourrait donner un énorme coup de fouet aux pays émergents – pays à économie de marché et pays en développement – en particulier dans des domaines comme l'agriculture, et que les ressources ainsi générées pourraient être très supérieures à celles que procurent d'autres initiatives prises au niveau international, comme l'allégement de la dette ou l'aide extérieure.

7. Le Directeur général du FMI a indiqué au Directeur général que le Fonds était en train de renforcer la surveillance des facteurs qui sous-tendaient la croissance économique, parmi lesquels la libéralisation du commerce, et d'encourager les gouvernements à entreprendre des réformes économiques, dont la réforme du commerce extérieur, selon une chronologie dûment établie. Le Président de la Banque mondiale a indiqué qu'il venait de créer un nouveau département chargé des questions commerciales, qui aiderait à regrouper les aspects liés au commerce des travaux de recherche de la Banque, de ses activités de formation et d'assistance technique et de renforcement des capacités, et de ses programmes par pays. Le Directeur général et le Président de la Banque mondiale sont convenus de mettre en place une nouvelle stratégie commune de coopération entre leurs services, qui sera revue tous les six mois.

8. Le Directeur général a précisé que, de son point de vue, les domaines prioritaires de coopération restaient l'assistance technique et le renforcement des capacités liés au commerce, y compris le Cadre intégré, ainsi que les questions relevant de la compétence des trois organisations que les Membres soulevaient dans les organes de l'OMC.

#### B. STATUT D'OBSERVATEUR DE L'OMC AUX RÉUNIONS DU FMI ET DE LA BANQUE MONDIALE

9. Conformément aux accords de coopération entre l'OMC, le FMI et la Banque mondiale, le Secrétariat de l'OMC est invité à participer en qualité d'observateur aux réunions du Conseil d'administration du FMI et de la Banque mondiale portant sur des questions de politique commerciale générale et régionale, parmi lesquelles l'élaboration des politiques du Fonds ou de la Banque touchant

---

<sup>3</sup> Des extraits pertinents des communiqués ont été reproduits dans le document WT/TF/COH/12 du 3 octobre 2002.

<sup>4</sup> WT/L/195, annexe I, paragraphe 6 et annexe II, paragraphe 5.

des questions commerciales. En 2002, le Secrétariat a assisté à deux réunions du Comité de liaison du Conseil exécutif du FMI avec l'OMC qui est chargé de suivre les relations entre le FMI et l'OMC et les travaux du FMI qui portent sur les questions commerciales. Il a participé à des réunions du Conseil d'administration du FMI sur le thème "Perspectives de l'économie mondiale", qui comportait un volet sur l'intégration des questions commerciales et financières, et à des réunions de la Banque mondiale sur les thèmes "Mettre le commerce au service du développement" et "Perspectives économiques mondiales et pays en développement", qui couvraient en partie les accords internationaux visant à améliorer l'investissement et la concurrence à des fins de développement. Le Secrétariat a également assisté aux débats du Conseil d'administration concernant une étude conjointe du FMI et de la Banque mondiale intitulée "Market Access for Developing Country Exports - Selected Issues", qui s'appuyait sur des travaux de l'OMC et qui a été distribuée ultérieurement pour information au Groupe de travail du commerce, de la dette et des finances de l'OMC.<sup>5</sup>

10. En décembre 2002, le Directeur général adjoint, M. Thompson-Flôres, a participé, au nom du Directeur général, à une réunion du Conseil des administrateurs de la Banque mondiale, présidée par M. Wolfensohn, consacrée à l'examen des travaux de la Banque sur les questions commerciales. Les participants ont souscrit à l'idée que la libéralisation du commerce était très importante pour la croissance économique et que celle-ci était capitale pour réduire la pauvreté. Ils ont aussi souscrit à l'idée que le renforcement des capacités liées au commerce qui soit bien intégré dans les programmes de développement et de réduction de la pauvreté des divers pays était une contribution particulièrement importante que la Banque pouvait apporter pour aider les Membres de l'OMC à participer au système commercial multilatéral ainsi qu'aux négociations commerciales et au Programme de travail de Doha.

11. En septembre, à l'occasion de la réunion annuelle du Forum des petits États organisée par la Banque mondiale et le Secrétariat du Commonwealth, des fonctionnaires de l'OMC ont donné des informations actualisées sur l'état d'avancement du Programme de travail de Doha en ce qui concerne le commerce des petites économies.

#### C. PARTICIPATION DU FMI ET DE LA BANQUE MONDIALE AUX RÉUNIONS DE L'OMC

12. En vertu des accords de coopération, le FMI et la Banque mondiale sont invités à assister en qualité d'observateurs aux réunions de la plupart des organes de l'OMC. Les demandes de statut d'observateur auprès du CNC et de ses organes subsidiaires présentées par le FMI et la Banque mondiale étaient encore en instance (voir plus haut le paragraphe 5).

13. Le FMI participe à toutes les consultations régulières que tient le Comité des restrictions appliquées à des fins de balance des paiements. En 2002, il a aussi été invité à apporter une contribution aux travaux du Comité sur les questions de mise en œuvre.

14. Comme convenu par le Conseil de l'AGCS, la Banque mondiale a participé en mars à un séminaire sur l'évaluation du commerce des services, et un symposium conjoint OMC/Banque mondiale sur le mouvement des personnes physiques a été organisé en avril. En juillet le FMI a présenté un exposé devant le Comité du commerce des services financiers au sujet du Programme d'évaluation du secteur financier, qui est un programme conjoint FMI/Banque mondiale. La Banque mondiale a participé à un symposium sur la transparence des marchés publics en octobre, à un séminaire de l'OMC sur l'accès aux marchés en mai, et à une réunion du Groupe de travail du commerce et du transfert de technologies en novembre au cours de laquelle elle a donné un aperçu des études effectuées par ses services sur l'incidence de la diffusion des technologies liées au commerce

---

<sup>5</sup> WT/WGTDF/W/14 du 18 octobre 2002.

sur la productivité totale des facteurs. Le FMI et la Banque mondiale ont participé en novembre à un séminaire sur l'assistance technique en matière d'évaluation en douane.

15. Les services du FMI et de la Banque mondiale ont contribué aux travaux analytiques du Groupe de travail du commerce, de la dette et des finances, en présentant des exposés et des communications écrites sur les questions concernant les liens entre le commerce, la dette et les finances. Le FMI a donné au Groupe des informations sur les facilités de financement du Fonds et la conditionnalité, les initiatives lancées récemment dans le domaine de la prévention des crises, y compris l'application de normes prudentielles et l'Initiative PPTE.<sup>6</sup> Il a aussi présenté des documents sur le commerce et le financement, sur le commerce et l'intégration financière et sur l'accès aux marchés des exportations des pays en développement. La Banque mondiale a présenté des communications sur l'Initiative PPTE et le cadre qu'elle avait mis en place aux fins de la réduction de la pauvreté, ainsi qu'une analyse des liens entre ces initiatives et ses travaux en matière de politique commerciale. C'est principalement au sein du Groupe de travail qu'il est débattu de questions relevant des domaines de compétence du FMI et de la Banque mondiale. Les questions débattues en 2002 étaient les suivantes: volatilité des taux de change et commerce, volatilité des prix des produits de base et baisse des recettes d'exportation, facilités de financement du commerce offertes aux pays en développement, effets de la libéralisation tarifaire sur les recettes, et soutien financier pour faire face aux coûts d'ajustement résultant de la réforme du commerce.

#### D. RECHERCHE, ANALYSE ET ÉCHANGE DE DONNÉES

16. Les fonctionnaires des trois organisations collaborent à des travaux de recherche et d'analyse dans les domaines dans lesquels les questions commerciales, financières et de développement se recoupent. Comme on l'a vu, les services du FMI et de la Banque mondiale ont traité de questions concernant le commerce et liées au commerce dans plusieurs études élaborées en 2002 à l'intention du Conseil d'administration du FMI et du Conseil des administrateurs de la Banque mondiale, et ils ont répondu favorablement aux demandes d'organes de l'OMC, en particulier le Groupe de travail du commerce, de la dette et des finances, visant à ce qu'ils réalisent des études portant sur des questions qui relevaient de leur compétence. En juillet 2002, la Banque mondiale a publié un manuel destiné aux négociateurs commerciaux qui s'intitule "Development, Trade and the WTO".

17. Le Directeur général a rencontré en août la Directrice générale adjointe du FMI, et a sollicité le concours de ses services pour des travaux de recherche et d'analyse sur un certain nombre de questions en rapport avec les négociations commerciales et le Programme de travail de Doha. Des études ont par la suite été reçues du FMI et distribuées aux Membres. Elles portaient sur les sujets suivants: "Restrictions commerciales à des fins de balance des paiements", "Compensation des pertes dues à l'érosion des préférences", "Financement des exportations et restitution des droits de douane" et "Libéralisation du commerce international et préservation des recettes publiques" (WT/TF/COH/13, 14, 15 et 16).

---

<sup>6</sup> Le FMI accorde une aide financière aux pays membres qui ont des problèmes temporaires de balance des paiements afin de leur permettre de reconstituer leurs réserves ou d'affecter au financement des importations ou à d'autres fins externes des sommes plus importantes que celles qu'ils auraient été en mesure d'affecter normalement. Les facilités de financement ordinaires sont les tranches de crédit, à échéance de 12 à 18 mois en général, et le Mécanisme de crédit élargi qui permet d'apporter une aide à plus long terme pour appuyer des réformes structurelles destinées à faire face à des difficultés à plus long terme de balance des paiements. Il existe aussi plusieurs facilités spéciales. Les membres à faible revenu peuvent obtenir des prêts à des conditions de faveur au titre de la Facilité pour la réduction de la pauvreté et pour la croissance, et des dons ou des prêts à des conditions de faveur dans le cadre de l'Initiative en faveur des pays pauvres très endettés (PPTE) (WT/WGTDF/W/2).

18. Le Secrétariat de l'OMC donne aux services du FMI et de la Banque mondiale accès, à titre confidentiel, à la base de données intégrée de l'OMC et aux listes finales d'engagements des Membres de l'OMC. Selon une nouvelle politique de diffusion adoptée par le Comité de l'accès aux marchés en juin 2002, le FMI et la Banque mondiale ont désormais accès en ligne aux deux bases de données.

19. Sous réserve de la même obligation de confidentialité, le Fonds met à la disposition du Secrétariat de l'OMC les fichiers des publications ci-après: Statistiques financières internationales, Balance of Payments Statistics, Government Financial Statistics, et Direction of Trade Statistics. Les services du Fonds mettent également à la disposition du Secrétariat de l'OMC des données antérieures et des projections globales qui figurent dans les "Perspectives de l'économie mondiale". Les demandes additionnelles spécifiques concernant ces bases de données, ainsi que les demandes de projections de données concernant des pays déterminés sont examinées favorablement. La Banque mondiale donne au Secrétariat de l'OMC accès à la Bank's Economic and Social Database, ainsi qu'à l'Annexe statistique accompagnant la publication sur les perspectives économiques mondiales et les pays en développement. En ce qui concerne les questions relatives à l'accès aux marchés, le Secrétariat de l'OMC a utilisé le logiciel de la Banque mondiale pour analyser des données tarifaires et commerciales. Ce logiciel est offert gracieusement aux Membres de l'OMC par la Banque mondiale.

20. Conformément à l'accord de coopération entre l'OMC et le FMI, le FMI communique à l'OMC, pour usage par le Secrétariat à titre confidentiel, des exemplaires des rapports et documents d'information connexes établis par ses services sur les consultations au titre de l'article IV et sur l'utilisation des ressources du Fonds, concernant les membres communs et les membres du Fonds qui souhaitent accéder à l'OMC, sous réserve de l'agrément du membre concerné.<sup>7</sup> Ces documents donnent des détails sur les conseils et la conditionnalité du FMI en matière de politique commerciale, qui sont utilisés par le Secrétariat de l'OMC à titre de référence, notamment pour les rapports établis dans le cadre du Mécanisme d'examen des politiques commerciales.

#### E. COOPÉRATION TECHNIQUE

##### a) Cadre intégré pour les pays les moins avancés (PMA)

21. Le FMI et la Banque mondiale sont parmi les six organisations qui participent au Cadre intégré pour l'assistance technique liée au commerce en faveur des pays les moins avancés. L'objet du Cadre intégré est d'aider les PMA à intégrer le commerce dans leurs plans nationaux de développement, par exemple leurs stratégies de réduction de la pauvreté et d'assurer la coordination de l'assistance technique liée au commerce qui est fournie. La Banque mondiale est l'organisation chargée de l'intégration du commerce. Pour commencer, chacun des PMA qui participent au Cadre intégré établit une étude diagnostique sur l'intégration du commerce qui définit les priorités en matière de réforme du commerce et d'assistance technique. Le Cadre intégré remanié, ayant été étendu à 14 PMA, en 2002, des études diagnostiques pilotes sur l'intégration du commerce ont été achevées pour un certain nombre d'entre eux (Cambodge, Lesotho, Madagascar, Malawi, Mauritanie, Sénégal et Yémen) et entreprises pour le Burundi, Djibouti, l'Éthiopie, la Guinée, le Mali et le Népal. Des ateliers sur les études qui avaient été achevées ont été organisés en 2002 au Cambodge, en Mauritanie et au Sénégal; le Lesotho a organisé son atelier national le 12 février 2003. De plus, les activités de suivi ont progressé dans chacun des cinq PMA dans lesquels des tables rondes sur le commerce avaient été organisées au titre de l'ancien Cadre intégré, à savoir le Bangladesh, la Gambie, Haïti, la Tanzanie et l'Ouganda. Dans l'ensemble, en 2002, le processus du Cadre intégré a amené les partenaires de développement à concentrer davantage leur attention sur le rôle du commerce dans leur

---

<sup>7</sup> Le FMI communique également à l'OMC les décisions prises par son Conseil d'administration concernant les restrictions de change appliquées par les Membres communs au titre de l'article VIII des statuts du Fonds, qui sont distribuées en tant que documents de distribution restreinte dans la série WT/TF/IMF/-.

aide globale au développement destinée aux PMA et a aidé les PMA à resituer le commerce dans leur stratégie globale de développement.

b) Institut de formation de l'OMC

22. La Banque mondiale continue de contribuer aux cours de politique commerciale de trois mois qui ont lieu à Genève, en présentant des exposés et en distribuant ses publications aux participants. Des fonctionnaires du FMI contribuent aussi à ces cours.

23. En 2002, la Banque mondiale a apporté une contribution financière substantielle pour les deux cours de formation régionaux spéciaux de trois mois à l'intention des pays africains organisés par l'OMC au Maroc et au Kenya.

c) Mécanisme pour l'élaboration des normes et le développement du commerce

24. Le nouveau Mécanisme pour l'élaboration des normes et le développement du commerce a été lancé en 2002, avec un soutien financier de la Banque mondiale d'un montant de 300 000 dollars. Le Mécanisme permettra d'offrir une aide au renforcement des capacités et une assistance technique pour l'élaboration et l'application de normes et règlements en matière de sécurité alimentaire, de protection de la santé des animaux et de préservation des végétaux, en partenariat avec la FAO, l'OMS et les organisations internationales de normalisation.

d) Programme de formation sur les aspects juridiques du commerce international

25. Ce programme, organisé conjointement par le Service juridique de la Banque mondiale, l'Institut de la Banque mondiale et l'Institut de formation de l'OMC, a pour but de faciliter des échanges réguliers entre des fonctionnaires de pays en développement chargés des questions commerciales et des experts juridiques sur des questions qui touchent au commerce international, de favoriser la connaissance mutuelle des aspects juridiques du commerce international et de contribuer à l'élaboration de stratégies conformes au droit commercial international de façon à faire avancer le programme sur le commerce. Lancé en 2001, le programme a pris la forme en 2002 d'une série de vidéoconférences auxquelles ont participé la Banque mondiale et le Secrétariat de l'OMC, ainsi que des fonctionnaires des pays suivants: Brésil, Ouganda, Ghana, Albanie, Lettonie, Géorgie, Pérou et Mexique. Ce projet est en cours de réexamen.

e) Institut multilatéral de Vienne

26. Le Secrétariat de l'OMC parraine - avec le FMI, la Banque mondiale, la BRI, l'OCDE, la BERD et le gouvernement autrichien - l'Institut multilatéral de Vienne, qui a été créé en 1992 pour une formation principalement aux pays en transition passant de l'économie planifiée à l'économie de marché, bien que d'autres pays soient aussi concernés. Le Secrétariat de l'OMC a poursuivi ses activités de formation en 2002. L'OMC est chargée d'organiser le cours de politique économique appliquée de deux semaines, qui a eu lieu à deux reprises en 2002. Elle a organisé en outre deux séminaires sur la politique commerciale au cours de l'été et de l'automne 2002.

27. Devant le succès des activités de formation de l'Institut, le gouvernement autrichien a proposé en 2002 d'en faire un institut de formation permanent. Le Directeur général a eu des entretiens avec le Directeur général du FMI sur ce sujet. L'Institut changera formellement de statut en 2003.

f) Centre du commerce et du développement

28. Depuis 1997, l'OMC et l'Institut de développement de la Banque mondiale gèrent un site Web commun qui fournit des renseignements commerciaux liés au développement. Ce site fournit

également un point de contact aux fonctionnaires chargés des questions commerciales des pays en développement et des pays en transition, y compris les fonctionnaires qui ont participé aux cours de formation de l'OMC et de la Banque mondiale.

F. PORTÉE GÉNÉRALE DES CONTACTS CONFORMÉMENT AU PARAGRAPHE 10 DE L'ACCORD AVEC LE FMI ET AU PARAGRAPHE 8 DE L'ACCORD AVEC LA BANQUE MONDIALE

29. Conformément au paragraphe 10 de l'accord de coopération entre l'OMC et le FMI, le Secrétariat de l'OMC et les services du FMI se consultent, selon que de besoin, au sujet des problèmes d'incompatibilité éventuelle entre des mesures examinées avec un membre commun et les obligations de ce membre au titre de l'Accord sur l'OMC et au sujet des problèmes d'incompatibilité éventuelle entre des mesures examinées avec un membre commun et les obligations de ce membre au titre des Statuts du Fonds. Le Secrétariat de l'OMC et les services du FMI veillent à ce que la coopération dans ce domaine soit menée de manière à respecter pleinement les mandats distincts, les obligations de confidentialité et l'autonomie nécessaire dans les procédures de prise de décisions des deux organisations et à ce qu'elle n'impose pas aux Membres de l'OMC une conditionnalité croisée ou des conditions additionnelles.

30. L'échange de vues et de renseignements sur le commerce et les questions liées au commerce est indispensable pour assurer une plus grande cohérence dans l'élaboration des politiques, et les trois organisations continuent à beaucoup utiliser leurs compétences techniques et travaux mutuels. Par exemple, les rapports de l'OMC s'appuient sur les données du FMI et de la Banque mondiale concernant l'évolution macro-économique, commerciale et sociale. De la même façon, le FMI et la Banque mondiale utilisent des renseignements fournis par l'OMC sur le commerce, les mesures commerciales et les questions connexes, en particulier pour veiller à ne pas préconiser des mesures qui seraient incompatibles avec les règles de l'OMC.

G. PAYS LES MOINS AVANCÉS ET PAYS EN DÉVELOPPEMENT IMPORTATEURS NETS DE PRODUITS ALIMENTAIRES

31. Dans le cadre de la mise en œuvre de la Décision sur les mesures concernant les effets négatifs possibles du programme de réforme sur les pays les moins avancés et les pays en développement importateurs nets de produits alimentaires (Décision de Marrakech sur les pays en développement importateurs nets de produits alimentaires), les Ministres ont établi à Doha le Groupe interinstitutions sur les difficultés à court terme à financer des niveaux normaux d'importations commerciales de produits alimentaires de base. Le mandat du Groupe a été arrêté par le Comité de l'agriculture en décembre 2001 et approuvé par le Conseil général en février 2002. Ce groupe, auquel participent des fonctionnaires de la Banque mondiale, du FMI, de la FAO, des représentants du Conseil international des céréales et des fonctionnaires de la CNUCED, a présenté son rapport au Conseil général en juin. Le Conseil général a approuvé les recommandations du Groupe en octobre.<sup>8</sup> Le Président du Conseil général de l'OMC a ensuite adressé une lettre au Directeur général du FMI et au Président de la Banque mondiale les invitant à examiner le rapport du Groupe pour ce qui touche aux questions relevant de leur compétence.

32. Comme les années précédentes, le FMI et la Banque mondiale ont apporté des contributions substantielles à l'exercice annuel de surveillance de la suite donnée à la Décision de Marrakech sur les pays en développement importateurs nets de produits alimentaires auquel le Comité de l'agriculture de l'OMC a procédé en novembre.

---

<sup>8</sup> WT/GC/62; G/AG/13 du 28 juin 2002, paragraphe 168.